



La Grèce au cœur de l'Europe

PREMIERS SIGNATAIRES

Antoine Artous
Etienne Balibar
Sophie Bessis
Jacques Bidet
Marie-Pierre Bourcier
Luc Boltanski
Gilles Bounoure
Claude Calame
Patrick Chamoiseau
Patrice Cohen Seat
Jean-Numa Ducange
Jean-Louis Fabiani
Michel Husson
Michael Löwy
Marie-José Malis
Jean-Louis Martinelli
Gus Massiah
Jean-Claude Petit
Philippe Pignarre
Michèle Riot-Sarcey
Pierre Salama
Denis Siefert
Patrick Silberstein
Francis Sitel
Bernard Stiegler
Hervé Télémaque
Jacques Testart
Eleni Varikas
Pierre Zarka
.../...

Nous ne croyons pas que le peuple grec soit coupable du doublement de sa dette publique en moins de dix ans (1). Ni qu'il doive payer cette dette artificiellement gonflée du saccage de ses droits sociaux, du naufrage de sa démocratie.

Depuis des années, les pouvoirs nationaux et supranationaux qui contrôlent l'Union Européenne lui infligent une austérité assortie de "réformes structurelles" qui ruinent son économie et l'enfoncent dans une misère croissante.

Aujourd'hui le peuple grec, dans un sursaut de dignité et de lucidité, a donné une majorité électorale à une gauche radicale étrangère aux corruptions et aux compromissions d'hier, qui a formé un gouvernement dont le mandat est de repousser les *diktats* de la "Troïka" (FMI, BCE, Commission européenne) et d'appliquer une politique de rupture avec cette austérité criminelle.

L'objectif des classes dirigeantes européennes est, non pas d'obliger à rembourser une dette dont tout le monde sait qu'elle ne peut l'être, qui n'a pour fonction que de drainer les fonds publics vers les banques, mais de contraindre le gouvernement d'Alexis Tsipras et de Syriza à la capitulation. Cela afin de pouvoir continuer à étrangler le peuple grec, condamné à mendier indéfiniment des prêts de plus en plus onéreux, et de faire la démonstration aux yeux de toute l'Europe qu'il est impossible de s'attaquer aux banques, de contester le pouvoir absolu des classes dirigeantes, d'ouvrir une alternative à l'austérité...

Il est inacceptable que ceux qui prétendent parler "au nom de l'Europe" s'ingénient, en vue de briser le gouvernement que s'est donné le peuple grec, à empêcher celui-ci de tenir ses engagements

les plus élémentaires. Jusqu'à oser, hier, lui "interdire" de mettre en œuvre des mesures humanitaires minimales en faveur des plus démunis (allocation logement, aide alimentaire, rétablissement de l'électricité) !

Aujourd'hui, il exige de lui qu'il aggrave la baisse des retraites au dessous du seuil de pauvreté et augmente la TVA sur les produits de première nécessité. Et il s'affirme prêt à mettre en faillite le pays et à l'expulser de la zone euro, donc, à terme, de l'Union européenne, au risque de provoquer une crise aux conséquences imprévisibles.

Nous soutenons le peuple grec dans sa mobilisation et sa détermination pour faire reculer cette opération despotique et réactionnaire.

Le combat du peuple grec est celui de tous les démocrates et progressistes européens. Une éventuelle défaite, ce sont tous les peuples d'Europe qui en paieraient le prix. Une possible victoire, si limitée soit-elle encore, ce sont tous les peuples d'Europe qui en recueilleront les fruits.

Voilà pourquoi il faut que les forces qui en France et en Europe espèrent en un renouvellement de la démocratie répondent positivement aux appels de Syriza de construire une solidarité européenne autour de la Grèce et du peuple grec.

La perspective d'un référendum invite à renforcer d'urgence cette solidarité (2).

Au peuple grec, nous disons que nous sommes à ses côtés. Parce que son combat est le nôtre.

1) Cf. **L'Appel pour soutenir la Grèce qui résiste et sa Commission pour la vérité sur la dette publique** <http://cadtm.org/Appel-pour-soutenir-la-Grece-qui>
2) <http://www.altersummit.eu/accueil/article/petition-non-a-l-austerite-oui-a?lang=en>

SIGNATURES À :

lagreceaucoeur@orange

